

Droit de retrait Danger grave et imminent

Date :	07/06/2024	Référence :	SAR – DRDGI – 02
--------	------------	-------------	------------------

Le document suivant a pour but de présenter la procédure à suivre pour mettre en œuvre le droit de retrait lors d'une exposition à un danger grave et imminent.

I. Qu'est-ce qu'un Danger Grave et Imminent ?

Il s'agit de tout danger susceptible de produire un accident ou une maladie **entraînant la mort ou paraissant devoir entraîner une incapacité permanente ou temporaire prolongée.**

La notion de danger peut provenir d'une machine, d'un processus de fabrication, d'une situation ou d'une ambiance de travail.

La situation de danger grave et imminent doit être distinguée du "danger habituel" du poste de travail et des conditions normales d'exercice du travail, même si l'activité peut être pénible et dangereuse. **Un travail reconnu dangereux en soi ne peut justifier un retrait.**



Le caractère imminent du danger se caractérise par le fait que le danger est susceptible de se **réaliser brutalement dans un délai rapproché.**

II. Comment suis-je protégé ?



« Si un agent a un motif raisonnable de penser que sa situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou pour sa santé ou s'il constate une défectuosité dans les systèmes de protection, il en avise immédiatement son supérieur hiérarchique.[...] Aucune sanction ne peut être prise, aucune retenue de rémunération ne peut être effectuée à l'encontre d'agents qui se sont retirés d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un danger grave et imminent pour leur vie ou pour leur santé. [...] »

(Article 5-1 du décret 85-603 du 10 juin 1985)

Le texte ci-dessus définit très clairement que les agents bénéficient d'un droit de retrait si ces derniers constatent un danger grave et imminent ou une défectuosité dans un système de protection.

De la même façon, un membre de la FSC identifiant l'existence d'un danger grave et imminent, doit en aviser immédiatement l'autorité territoriale.

III. Quelles sont les limites du droit de retrait ?

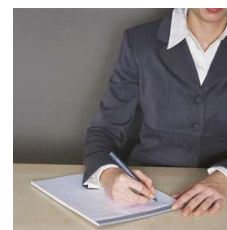
Le droit de retrait doit s'exercer de telle manière qu'il ne **puisse créer pour autrui une nouvelle situation de danger grave et imminent**.

De plus, certaines missions de sécurité des biens et des personnes, notamment dans le cadre de la sécurité civile et de la police municipale **sont incompatibles avec l'exercice du droit de retrait** dans la mesure où sa mise en œuvre compromettrait l'exécution même des missions propres de ce service.

Enfin, le droit de retrait ne s'applique qu'à la mission présentant un risque pour l'agent. Ainsi, il pourra se voir confier d'autres tâches durant l'instruction de la procédure.

IV. Comment mettre en œuvre mon droit de retrait ?

Lors de la constatation du danger, il faut **prévenir immédiatement** son responsable de service. L'agent et son responsable doivent ensuite prendre contact avec le service accompagnement des ressources afin de **remplir le registre de signalement d'un danger grave et imminent**.



Lorsque la constatation vient d'un membre de la FSC, ce dernier doit lui aussi prévenir le chef du service concerné avant de solliciter le service accompagnement des ressources pour compléter le registre.

Si la collectivité constate également le danger, elle met en œuvre, après enquête et en lien avec la FSC, toutes les dispositions utiles à la disparition du risque pour l'agent et ses collègues. Aucune sanction ni retenue sur salaire ne sera prise.

En cas de désaccord sur la réalité du risque pour l'agent, la collectivité peut le **mettre en demeure de reprendre son poste** sous peine de sanctions.

Lorsque le signalement est réalisé par un membre de la FSC, et en cas de désaccord, le comité est réuni dans les 24h.

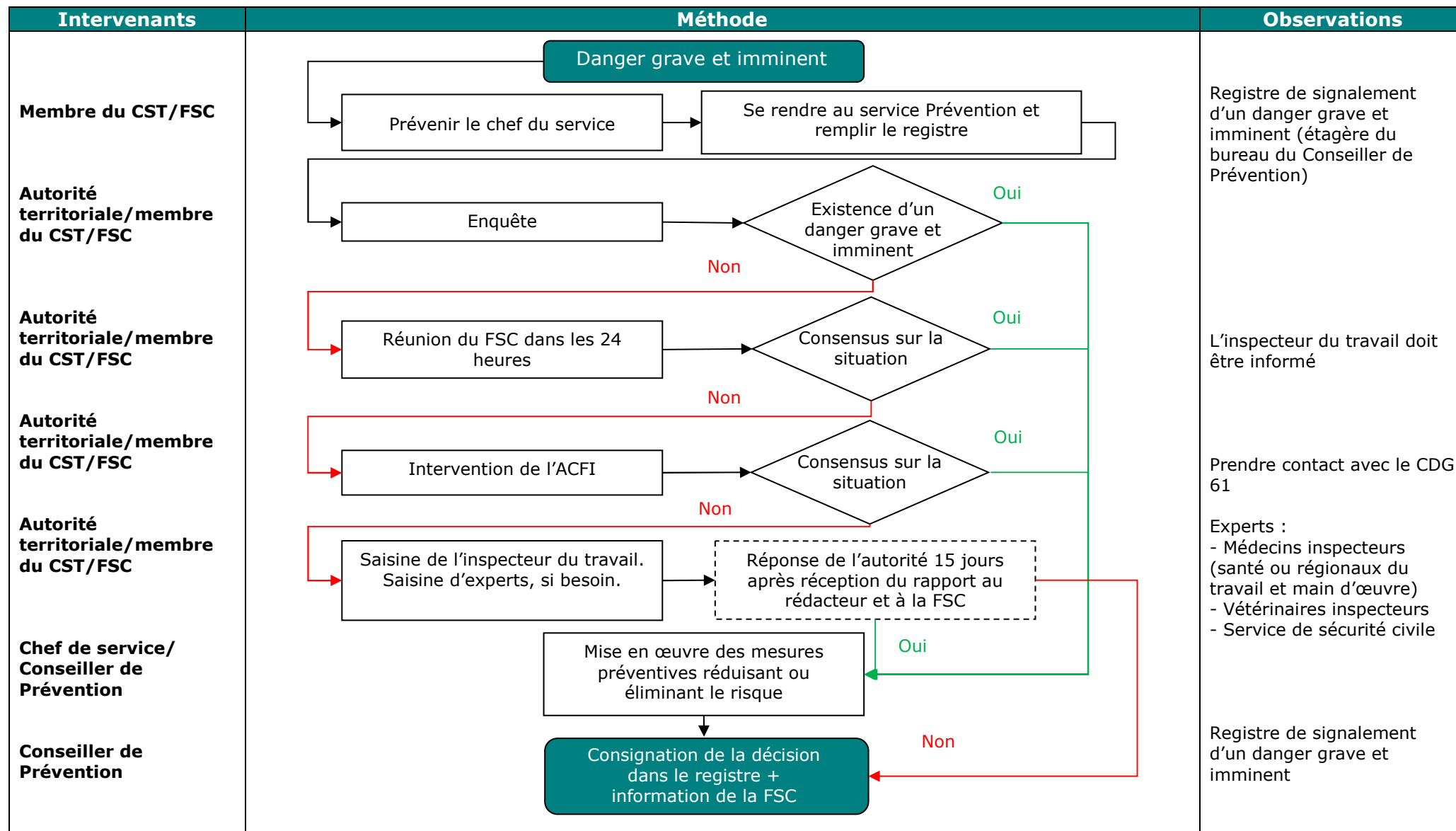
Si le désaccord persiste la collectivité doit faire appel à l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection afin que ce dernier puisse émettre un avis sur la situation.

En cas de nouveau désaccord, la collectivité et les membres de la FSC doivent solliciter l'inspecteur du travail et peuvent demander l'intervention d'un expert. Suite à la remise de son rapport, la collectivité donne **une réponse définitive sous 15 jours**.

Signalement par un agent

[illegible]

Signalement par un membre du CST ou de la FSC



Identité du déclarant

Le déclarant est exposé au danger

oui

non

Nom : Prénom :

Fonction / Grade : Signature :

Ou

Le déclarant est membre du CHSCT

oui

non

Nom : Prénom :

Fonction / Grade : Signature :

Agent(s), poste(s) et service(s) concernés

Nom et prénom du ou des agents exposés (Si différents du déclarant) :

.....

.....

.....

Poste de travail concerné :

Direction / Service :

Date du retrait : Heure du retrait :

Description du danger ou de la défectuosité

(Description précise : lieu, nature du danger, missions, outils, défectuosité, etc.)

This image shows a full page of a document template designed for handwritten notes or essays. It features approximately 28 evenly spaced horizontal lines across the entire width of the page. The lines are thin and light gray, providing a guide for writing without being distracting. There are no margins, headers, footers, or other markings present on the page.

Autorité concernée	
Responsable hiérarchique alerté :	
Nom :	Prénom :
Fonction / Grade :	Heure :
Date :	Signature :
Autorité territoriale alertée (ou son représentant) :	
Nom :	Prénom :
Fonction / Grade :	Heure :
Date :	Signature :

Suites données
Mesure(s) immédiates prise(s) pour faire cesser le danger¹ :
.....
.....
FSC informé de ces mesures le :
Mesure(s) nécessitant un délai de mise en œuvre :
.....
.....
.....
.....
Date d'échéance :

En cas de désaccord ²		
Désaccord sur la réalité du danger	oui	non
Désaccord sur la façon de faire cesser le danger	oui	non
Description :		
.....		
Si désaccord persistant après la réunion de la FSC fixée dans les 24 heures		
Agent Chargé de la Fonction d'Inspection sollicité	oui	non
Inspecteur du travail sollicité :	oui	non
Autres experts sollicités :	oui	non
Lesquels :		
.....		

¹ – Cette mention est la seule requise par la réglementation :
les autres indications mentionnées ne sont pas obligatoires, néanmoins il peut être intéressant
de les inscrire pour une meilleure traçabilité et un meilleur suivi de ces mesures

² – Ce paragraphe n'est pas obligatoire car non requis par la réglementation.
SOURCE : CIG Grande couronne

Visa de l'autorité territoriale ou son représentant